



HAL
open science

La mémoire au service d'une nouvelle culture politique : le cas barcelonais du début du XXe siècle.

Stéphane Michonneau

► To cite this version:

Stéphane Michonneau. La mémoire au service d'une nouvelle culture politique : le cas barcelonais du début du XXe siècle.. Institutions et représentations du politique. Espagne, France, Italie XVIIe-XXe siècles., Presses universitaires Blaise Pascal, pp. 231-244, 2006. hal-01686034

HAL Id: hal-01686034

<https://hal.science/hal-01686034v1>

Submitted on 11 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mémoire au service d'une nouvelle culture politique : le cas barcelonais du début du XX^e siècle

STÉPHANE MICHONNEAU

Une rupture politique

Borja de Riquer a souligné le caractère brusque et radical de la rupture opérée à Barcelone en 1901¹. Cette année-là constitue pour Barcelone un tournant politique majeur : le caciquisme se trouve définitivement exclu du jeu politique local, remplacé par une nouvelle bipolarité politique entre républicains et régionalistes. Cette nouvelle bipolarité politique devient réalité dès les élections municipales de novembre 1901, à l'heure du renouvellement de la moitié des 50 conseillers de la ville. Les élections de 1903 confirment la tendance avec, pour l'ensemble de l'équipe municipale, 29 républicains, 18 régionalistes et 3 monarchistes.

À bien des égards, le bouleversement du paysage politique reflète l'accélération d'une profonde modernisation politique : des taux de participation électorale croissants prouvent que la démocratisation du vote était en marche. On est frappé du caractère définitif du phénomène, encore assez marginal dans l'Espagne du début du siècle. Au moins pour quinze ans, la déroute du caciquisme barcelonais est totale. D'autre part, l'ampleur du changement traduit la montée en

1. Borja DE RIQUER, *Lliga Regionalista: la burgesia catalana i el nacionalisme (1898-1904)*, Barcelona, p. 311.

Catalogne a donc un rôle de premier plan et une responsabilité particulière dans la construction de l'État-nation espagnol. À cet égard, en assumant le rôle de la Prusse en Allemagne ou du Piémont-Sardaigne en Italie, elle se sent autant sinon plus espagnole que le reste du pays.

D'autre part, si la Catalogne a conservé un sens de la liberté plus aigu, c'est qu'elle l'a puisé dans son histoire particulière : les révoltes de 1640 et la guerre de Succession d'Espagne sont considérées comme l'illustration d'une lutte du principe de liberté contre un État espagnol centralisateur qui a dévoyé l'Espagne du cours normal de son histoire. En somme, le provincialisme est une assurance de l'espagnolité de la Catalogne. Le *Renaixença*, la renaissance culturelle catalane depuis les années 1840, est une démonstration de ce que provincialisme et nationalisme espagnols sont parfaitement compatibles². La *Renaixença* connaît son apogée avec la restauration des *Jocs Florals* en 1860. Dans ce sens, le provincialisme catalan n'est pas un proto-nationalisme.

En résumé, la mémoire provincialiste défend le projet politique d'une Espagne plurielle. Elle repose sur quelques idées simples et spécifiques : la défense du pacte monarchique entre les composantes de la monarchie qui accorde aux provinces une souveraineté de fait, un libéralisme forcené qui fait de la Catalogne la terre des libertés espagnoles par excellence, un anticentralisme virulent et la revendication pour Barcelone d'un rôle moteur et agrégateur dans la construction de la nation espagnole³.

Après avoir connu son acmé pendant l'Exposition Universelle de 1888, cette mémoire libérale et provincialiste est doublement remise en question : en Catalogne d'abord, le modernisme né au début des années 1890 tourne le dos à la tradition provincialiste et entend se tourner résolument vers une modernité européenne⁴. Dans le reste de l'Espagne ensuite, la revendication pour la Catalogne d'un rôle de premier plan se heurte à un État qui fait la sourde oreille et à d'autres élites espagnoles qui n'entendent pas se laisser guider par la mystique

2. Josep Maria FRADERA, *Cultura nacional en una societat dividida*, Barcelona, 1992.

3. Paloma CIRUJANO, Teresa ALORRIAGA, Juan Sisinio PÉREZ GARZÓN, *Historiografía y nacionalismo español, 1834-1868*, Madrid, 1985.

4. Borja DE RIQUER, « Los límites de la modernización política. El caso de Barcelona, 1890-1923 », in *Las ciudades en la modernización de España, VII Coloquio de historia contemporánea de España*, Madrid, p. 22-59.

Or, reconnaît Prat de la Riba, l'unité politique de l'Espagne est un fait incontournable, c'est-à-dire l'intégration de la nation catalane en Espagne. Il propose alors de constituer un État espagnol composite, une fédération d'États nationaux, un État d'États. Il s'agit donc de « refaire l'État espagnol sur ses bases naturelles »⁷ que sont les États-Nations qui le composent. L'État ainsi recomposé assume un projet impérialiste vers la formation d'États-empires qui aspirent à l'hégémonie mondiale.

Au total, pour le catalanisme, la phase provincialiste a consisté en la restauration de la nation catalane. Il s'ensuit une phase nationaliste définie par l'auto-gouvernement et la libre disposition des richesses et enfin, une phase impérialiste. Sa devise est : « l'État c'est l'Espagne, la Nation, c'est la Catalogne ».

Nouvelle culture politique, nouvelle mémoire

La nouvelle culture politique se constitue également dans sa dimension symbolique : une lutte pour élaborer une autre vision univoque de l'histoire de la Catalogne⁸.

Sur le plan des contenus, la mémoire catalaniste ne rompt pas entièrement les ponts avec la mémoire libérale provincialiste puisqu'elle reconnaît en cette dernière son point d'origine. Cependant, le catalanisme opère une réorientation des mémoires héritées selon les canons de sa nouvelle interprétation de l'histoire du pays : par exemple, les héros des révoltes de 1640 et 1715 ne sont plus comme autrefois les défenseurs des libertés espagnoles mais deviennent les défenseurs des libertés catalanes, face à une Espagne oppressive. On note également que le projet impérialiste si fièrement arboré par les libéraux provincialistes est repris intégralement, quoique dirigé à présent en direction d'un hypothétique empire méditerranéen ou africain, non plus américain.

Mais le catalanisme ne fait pas que réinterpréter un héritage, elle en fonde un nouveau par l'élaboration d'un nouveau paysage symbolique monumental et toponymique : une vingtaine de monuments

7. Enric PRAT DE LA RIBA, *La nacionalitat catalana*, Barcelona, La Magrana, Diputació de Barcelona, 1993, p. 27.

8. Stéphane MICHONNEAU, *Barcelona: memòria i identitat, Monuments commemoracions i mites*, Barcelona, Eumo Editorial, 2002.

Cette division politique des républicains correspond à un clivage des identifications nationales : d'un côté on se sent farouchement espagnol, de l'autre on défend sa catalanité. Les catalanistes, franchement ancrés à droite, profitent de la fracture de la gauche et eux seuls parviennent à capitaliser l'élan de modernisation politique qui traverse la société catalane d'alors.

Un paradoxe fort surgit ici : les républicains, majoritaires en siège jusqu'en 1914 mais fortement divisés, sont incapables de définir une politique de mémoire cohérente. Le problème n'est pas seulement politique et doit être envisagé du point de vue des politiques symboliques : les républicains ne semblent pas se doter d'une lecture cohérente du passé de la Catalogne ou de l'Espagne.

Cette faiblesse symbolique structurelle pose problème¹². On peut poser l'hypothèse d'une relative incompatibilité entre la culture politique républicaine et la commémoration comme mode d'expression politique. Si les historiens s'accordent pour reconnaître au républicanisme barcelonais une organisation hors du commun dont l'objectif est de socialiser l'individu par et pour le parti de masse, il faut reconnaître que les innombrables commémorations qu'ils animent ne dépassent que rarement les murs du *casino*, de la fraternité ou de l'*ateneu* : ces cérémonies demeurent confinées dans les cercles étroits de la sociabilité républicaine, sans jamais conquérir l'espace public des statues, des cimetières et des plaques commémoratives. Pour le républicain, occuper la rue, c'est toujours s'insurger, incapable de se libérer d'une culture insurrectionnelle héritée du XIX^e siècle¹³.

Les républicains ne comptent pas la commémoration au nombre des outils privilégiés de mobilisation populaire. Les anniversaires de la Première République, les 11 février et 29 septembre, ne « prennent » pas solidement, moins en tout cas que ces innombrables manifestations privées qui sont le fondement de l'expérience

12. Pamela RADCLIFF, « La representación de la nación. El conflicto en torno a la identidad nacional y las prácticas simbólicas en la Segunda República », in Rafael CRUZ et Manuel PÉREZ LEDESMA, *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, 1997, p. 305-325.

13. Santiago ALBERTI, *El republicanisme català i la restauració monàrquica*, Barcelona, 1972 ; Joan B. CULLA I CLARÀ, *El republicanisme lerrouxista a Catalunya (1901-1923)*, Barcelona, 1986 ; Angel DUARTE, *El republicanisme català...*, *op. cit.*

Mais à partir de 1900, la commémoration insiste davantage sur la dimension participative des masses qui sont associées à la cérémonie du souvenir. Ce qui compte désormais, c'est le nombre. Le critère primordial de la commémoration devient sa *popularité*. Désormais, la commémoration a une autre fonction politique, celle de nationalisation des masses sous l'égide de promoteurs toujours vigilants. L'irruption de ces masses participantes change profondément l'acte de mémoire pour inscrire la commémoration dans l'histoire de la mobilisation collective, au même titre que le vote, la grève ou la manifestation. Autrement dit, le nationalisme est l'un des signes les plus manifestes de la modernisation de la société politique espagnole en Catalogne.

Pour illustrer le basculement, les souscriptions offrent un angle d'attaque intéressant. Leur histoire distingue nettement deux périodes : avant 1896, les donateurs affichent un geste de charité sociale qui s'estime à l'importance du don. Avec l'émergence du catalanisme, la souscription devient populaire et massive. En 1902, le monument au Dr Robert inaugure une nouvelle étape de l'histoire de la souscription : les sommes recueillies sont sans commune mesure avec les souscriptions anciennes (120 000 pesetas) et le nombre de souscripteurs est équivalent au nombre de votants lors des premières élections du XX^e siècle, soit environ 15 000 personnes¹⁶.

La massification s'accompagne d'une évolution du profil sociologique du donateur : le souscripteur est généralement un homme, en majorité barcelonais, issu des classes moyennes urbaines de Barcelone. Tandis qu'au XIX^e siècle la souscription ne touche que la haute société barcelonaise, elle tend alors à mobiliser de nouvelles couches sociales, celles qui justement peuplent le mouvement catalaniste.

La participation de masse met en relief l'importance du cadre associatif dans l'encadrement des foules commémorantes. Il est extrêmement rare que la municipalité soit à l'origine de l'initiative d'un monument. La règle veut qu'une association, quelle qu'elle soit, soit à l'origine de la proposition municipale. De plus, il y a corrélation entre

16. Jusqu'en 1900, les listes de souscriptions sont complètes pour le monument Güell (1881), le monument Colomb (1882-1886), le monument Clavé (1883-1888) et le monument Rius i Taulet (1899-1902). Après 1900, les souscriptions importantes sont celles au Dr Robert (1902), à Verdager (1902-1903 et 1913-1914) et à Guimerà (1924-1925), auxquelles on ajoute les documentations partielles des souscriptions à Maragall (1913), Pi i Maragall (1917) et Ignasi Iglèsies (1928).

partage des émotions. Deuxièmement, elle ordonne symboliquement la société et construit le cadre qui rend possible l'action politique.

La cérémonie commémorative repose sur une expérience directe et sensible qui concrétise le sentiment d'appartenance¹⁷. On vit en direct l'expérience de la communauté nationale sur un mode émotif. La naissance d'une société commémorative moderne implique une maximisation du vocabulaire rituel en multipliant les symboles et en multipliant les techniques de mobilisation.

Les historiens catalans ont depuis longtemps reconnu dans la pratique chorale l'un des moteurs de la communauté provisoire et substitutive qu'est la communauté de mémoire¹⁸. Le chant choral, traditionnellement associé au loisir ouvrier, est un élément clé des nouvelles cérémonies depuis 1884. La mobilisation des corps en est un autre : les défilés, les applaudissements (1882), la danse c'est-à-dire la sardane à partir de 1913. L'usage immodéré des couleurs, des drapeaux, bannières, étendards de toutes sortes intensifie les effets visuels en partie hérités des fêtes religieuses. Les gestes d'élévation soulèvent l'émotion unanime : la montée du drapeau, le lâcher de colombes, l'accrochage des couronnes en hauteur, les applaudissements mains levées font partie de ce registre rituel. Enfin, la mise en mouvement des cortèges qui suppose des rassemblements préalables, la formation de « cortèges civiques » et leur défilé devant le monument dotent la cérémonie d'un temps préalable fondamental. En bref, une scénographie qui appartenait jusqu'alors aux seules processions religieuses ou aux pèlerinages se met en place. Cependant, le vocabulaire politique prend rapidement son autonomie par rapport aux rituels de la procession : on note par exemple que les itinéraires des cortèges civiques, d'abord imités de ceux des principales processions de la ville, dessinent très tôt une géographie des mémoires distincte de celle de l'espace religieux.

L'effet de masse qui en résulte permet de déplacer la cérémonie sur le terrain de l'émotion : ce n'est plus tant l'adhésion que l'emportement qui compte. La gestion raisonnée des passions fonde le

17. Jean DAVALLON, Philippe DUJARDIN, Gérard SABATIER (dir.), *Le geste commémoratif*, Lyon, 1994.

18. Joan-Lluís MARFANY, « Al damunt dels nostres cants; nacionalisme, modernisme i cant coral a la Barcelona del final de segle », *Recerques*, 19, 1987, p. 85-113 et du même auteur, *La cultura del catalanisme*, Barcelona, 1992.

mot : il se contraint à honorer l'ancêtre et il se soumet à un devoir de mémoire, c'est-à-dire à son promoteur dont il reconnaît implicitement la valeur de sacerdoce, d'intercesseur entre l'ancêtre et lui.

Quel bénéfice la société qui s'adonne à l'exercice du souvenir peut-elle retirer d'un tel jeu de dupe ? En fait, les résultats sont multiples. Le promoteur a acquis du bien symbolique qu'il peut monnayer : asseoir sa réputation sociale, s'imposer comme intercesseur entre le monument qui est une relique et le public. Le promoteur se façonne ainsi une position sociale avantageuse : c'est lui qui désormais peut « parler au nom de ». Il est un représentant habilité de la société politique, comme un député. On comprend mieux que, dans sa stratégie d'aristocratisation de la société, le comte Eusebi Güell, l'un des hommes les plus puissants de la haute société catalane à la fin du XIX^e siècle, ait négligé toute activité politique réelle mais non point son parrainage de nombreux comités pro-monuments et sa participation récurrente à de nombreuses cérémonies.

Mais l'opération symbolique bénéficie également aux participants qui, en obéissant au devoir de mémoire, se sont montrés bons Catalans, bons citoyens accomplissant leurs devoirs civiques. Le public acquiert ainsi un droit de cité : il fait partie de la communauté des gens de bien qui ont une parole à double titre : par rapport à l'ancêtre, la parole est tenue, mais aussi en politique, il a une parole.

Enfin, celui qui ne commémore pas est l'ingrat, celui qui ne reconnaît pas ses devoirs envers les ancêtres. Il est dévalorisé et jugé négativement, désestimé politiquement, chassé de la communauté des gens qui honorent leurs dettes.

En somme, la commémoration est un instrument de domination symbolique. Le devoir de mémoire confère à celui qui l'édicte un pouvoir politique : celui de représenter la communauté, celui de parler en son nom. Il possède le pouvoir de classer la société en deux catégories : celles des bons citoyens et celle des mauvais. La commémoration est une machine à fabriquer de l'autorité politique. La sacralisation de l'objet commémoré rejette le vandalisme comme geste de barbarie, paralysant ainsi dans son principe toute tentative de remise en question de l'ordre symbolique et politique construit par la mémoire.